

Face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité

Paris, le 4 août 2010

Une avalanche de discours et d'annonces provocatrices s'est abattue depuis plusieurs jours sur notre pays. Jusqu'au plus haut niveau de l'Etat, on entend des propos qui étaient jusqu'à présent l'apanage de l'extrême droite. Le président de la République, lui-même, montre du doigt des communautés et des groupes sociaux entiers, stigmatise les Roms, les Gens du voyage, les étrangers, les Français qui ne sont pas « de souche », les parents d'enfants délinquants, etc. Ce faisant, il ne lutte en rien contre la délinquance, qui est répréhensible pour tout individu sans distinction de nationalité ou d'origine : il met délibérément en cause les principes qui fondent l'égalité républicaine, alors que déjà une crise sociale et économique d'une extrême gravité menace la cohésion de la société tout entière.

En quelques jours, les plus hautes autorités de l'Etat sont passées de l'exploitation des préjugés contre les Gens du voyage au lien, désormais proclamé, entre immigration et délinquance, puis à la remise en cause de la nationalité française dans des termes inédits depuis 1945. Ce qui est à l'œuvre dans cette démarche s'inscrit dans une logique de désintégration sociale porteuse de graves dangers.

Il ne s'agit plus du débat légitime en démocratie sur la manière d'assurer la sûreté républicaine, mais bien d'une volonté de désigner comme a priori dangereuses des millions de personnes à raison de leur origine ou de leur situation sociale. Quelle que soit la légitimité que confère l'élection, aucun responsable politique n'a reçu mandat de violer les principes les plus élémentaires sur lesquels la République s'est construite.

Parce que le seuil ainsi franchi nous inquiète pour l'avenir de tous, nous, organisations associatives, syndicales et politiques diverses mais qui avons en commun l'attachement aux principes fondamentaux de la République laïque, démocratique et sociale, rappelons avec force que l'article 1^{er} de la Constitution « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion », et que toutes propositions qui méconnaîtraient cette règle fondatrice de la démocratie constituent une atteinte à la paix civile.

Nous n'accepterons sous aucun prétexte que le nécessaire respect de l'ordre public soit utilisé pour créer des distinctions entre les habitants de ce pays et désigner des boucs émissaires.

Nous appelons donc l'ensemble des citoyens de ce pays à manifester publiquement leur opposition aux stratégies de stigmatisation et de discrimination et aux logiques de « guerre » qui menacent le vivre ensemble. A cet effet, nous proposerons dans les prochains jours à la signature en ligne un « Appel citoyen » refusant toute politique de la peur ou de la haine. Et nous appelons à un grand rassemblement citoyen à l'occasion du 140^e anniversaire de la République, le samedi 4 septembre Place de la République à Paris, à 14h00, et partout en France, pour dire ensemble notre attachement à la liberté, à l'égalité et à la fraternité qui sont et qui resteront notre bien commun.

|| Signataires : AC ! Agir ensemble contre le chômage, Les Alternatifs, Les amoureux au banc public, Association de défense des droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM), Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association des Marocains en France (AMF), *Association nationale des Gens du voyage catholiques (ANGVC)*, Association républicaine des anciens combattants (ARAC), ATTAC, Autremonde, Cedetim, *Confédération française démocratique du travail (CFDT)*, *Confédération générale du travail (CGT)*, La Confédération Paysanne, La Cimade, Le Cran, Droit au logement (DAL), Emmaüs France, Europe Ecologie, Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase), Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (*FASTI*), Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (*FNARS*), Fédération SUD Education, Fédération syndicale unitaire (FSU), Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), FNASAT-Gens du voyage, Fondation Copernic, France Terre d'Asile, Gauche unitaire, Groupe d'information et de soutien des immigrés (GISTI), Les Jeunes Verts, Ligue des droits de l'Homme (LDH), Ligue de l'enseignement, Marches européennes, Médecins du Monde, Le Mouvement de la Paix, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), le *Nouveau Parti anticapitaliste (NPA)*, le Parti communiste français (PCF), le Parti de Gauche, le Parti socialiste (PS), Réseau d'alerte et d'intervention pour les droits de l'Homme (RAIDH), Réseau Education Sans Frontière (RESF), SNESUP-FSU, SOS Racisme, Syndicat des avocats de France (SAF), Syndicat de la magistrature (SM), Union syndicale Solidaires, Les Verts, le mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP)...

L'Appel citoyen « Face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité fraternité » appelant à une manifestation à Paris le 4 septembre 2010, place de la République à Paris, à 14h00, et partout en France, est ouvert à la signature sur le site <http://nonalapolitiquedupilori.org/>

APPEL CITOYEN

Face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité

Les plus hautes autorités de l'Etat ont fait le choix de jeter à la vindicte publique des catégories entières de population : Gens du voyage accusés comme les étrangers d'être des auteurs de troubles, Français d'origine étrangère sur lesquels pèserait la menace d'être déchu de leur nationalité, parents d'enfants délinquants, etc. Voici que le président de la République accrédite aussi les vieux mensonges d'une immigration coûteuse et assimilée à la délinquance, et offre ainsi à la stigmatisation des millions de personnes en raison de leur origine ou de leur situation sociale.

Ce qui est à l'œuvre dans cette démarche ne s'inscrit pas dans le débat légitime, dans une démocratie, sur la manière d'assurer la sûreté républicaine. Le nécessaire respect de l'ordre public n'a pas à être utilisé pour créer des distinctions entre les habitants de ce pays et désigner des boucs émissaires. Ni pour instituer des peines de prison automatiques, contraires aux principes fondamentaux du droit pénal, à l'indépendance de la justice et à l'individualisation des peines.

La Constitution de la France, République laïque, démocratique et sociale, assure « l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion ».

Nul, pas plus les élus de la nation que quiconque, n'a le droit de fouler au pied la Constitution et les principes les plus fondamentaux de la République.

Notre conscience nous interdit de nous taire et de laisser faire ce qui conduit à mettre en péril la paix civile.

Nous appelons à une manifestation le samedi 4 septembre 2010, place de la République à Paris, à 14h00, et partout en France, afin de fêter le 140e anniversaire d'une République que nous voulons plus que jamais, libre, égale et fraternelle.

Premiers signataires :

Mouloud Aounit, co-président du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP)

Maryse Artiguelong, secrétaire générale adjointe de la Ligue des droits de l'Homme (LDH)

Florence Aubenas, présidente de l'Observatoire international des prisons (OIP)

Pascal Aubert, président de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) – revue Territoires

Martine Aubry, première secrétaire du Parti Socialiste

Tarek Ben Hiba, Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR)

Docteur Olivier Bernard, président de Médecins du Monde

Martine Billard, porte parole du Parti de Gauche et députée de Paris

Jean-Jacques Boislaroussie, porte parole des Alternatifs
Jean-Louis Borie, président du Syndicat des Avocats de France (SAF)
Nicole Borvo, sénatrice et présidente du groupe communiste républicain et citoyen et des sénateurs du parti de gauche
Mona Bras, conseiller régional de Bretagne
Marie-George Buffet, députée
Jean Burner, co-secrétaire fédéral de Sud Education
Georges Cadiou, président de l'Association des Elus Progressistes de Bretagne (AEPB) et adjoint au maire de Quimper
André Chassaing, député du Puy-de-Dôme et président de l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR)
Mouhieddine Cherbib, ancien président de la Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR)
Annick Coupé, déléguée générale de l'Union syndicale Solidaires
Thomas Coutrot, co-président d'Attac
Monique Crinon, co-président du Cedetim-IPAM
Michel David, secrétaire national de la Confédération paysanne
Bertrand Delanoë, maire de Paris
Christophe Deltombe, président d'Emmaüs France
Arielle Denis, co-présidente du Mouvement de la paix
Nadia Doghramadjian, secrétaire générale adjointe de la Ligue des droits de l'Homme (LDH)
Bernard Dreano, co-président du Cedetim-IPAM
Jean-Pierre Dubois, président de la Ligue des droits de l'Homme (LDH)
Cécile Dufлот, secrétaire nationale des Verts
Françoise Dumont, vice-présidente de la Ligue des droits de l'Homme (LDH)
Abid El Khattabi, président de l'Association de défense des droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM)
Driss El-Kherchi, président de l'Association des Travailleurs maghrébins de France (ATMF)
Hélène Franco, responsable de la commission institutions, justice et libertés du Parti de Gauche
Patrick Gonthier, secrétaire général de l'UNSA Education
Marie-Pierre de la Gontrie, secrétaire nationale libertés publiques et justice du Parti Socialiste
Herri Gourmelen, conseiller régional de Bretagne
Cédric Gratton, co-président de la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI)
Dominique Guibert, secrétaire général de la Ligue des droits de l'Homme (LDH)
Christian Guyonvarc'h, conseiller régional de Bretagne
Benoît Hamon, porte-parole du Parti Socialiste
Serge Havet, président d'AC !
Pierre Henry, directeur général de France Terre d'Asile
Bernadette Hetier, co-présidente du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP)
Pierre-Adrien Hingray, trésorier national de la Ligue des droits de l'Homme (LDH)
François Hollande, député du Parti Socialiste
Kamel Jendoubi, président d'honneur de la Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR)
Naig Le Gars, conseiller régional de Bretagne
Patick le Hyaric, directeur du journal *L'Humanité* et député européen

Tiphaine Inglebert, membre du Bureau national de la Ligue des droits de l'Homme (LDH)
Rachel Lafontaine, porte-parole des Alternatifs
Pierre Laporte, exécutif de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase)
Philippe Lattaud, secrétaire confédéral de la *Confédération générale du travail* (CGT),
Pierre Laurent, secrétaire national du Parti Communiste Français
Michelle Lauton, secrétaire générale adjointe du SNESUP
Henri Leclerc, président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme (LDH)
Francis Lecomte, co-président de la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (*FASTI*)
Jean-Claude Lefort, président de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS)
Corinne Lepage, présidente de *CAP21*
Patrick Lozès, président du CRAN
Jean-Louis Malys, secrétaire national de la *Confédération française démocratique du travail* (CFDT)
Gilles Manceron, vice-président de la Ligue des droits de l'Homme (LDH)
Gustave Massiah, membre fondateur Cedetim-IPAM
Stéphane Maugendre, président du Groupe d'information et de soutien des immigrés (GISTI)
Sandrine Mazetier, secrétaire nationale immigration du Parti Socialiste
Caroline Mécary, avocate et co-présidente de la Fondation Copernic
Jean-Luc Melenchon, président du Parti de Gauche et député européen
Lucas Migliasso, co-président de la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (*FASTI*)
Jean-François Mignard, membre du Bureau national de la Ligue des droits de l'Homme (LDH)
Gilles Monsillon, exécutif de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase)
Roland Muzeau, député et porte-parole des députés communistes et républicains
Dominique Noguères, vice-présidente de la Ligue des droits de l'Homme (LDH)
Willy Pelletier, sociologue et coordinateur général de la Fondation Copernic
Jean-François Pellissier, membre de l'exécutif des Alternatifs et conseiller régional d'Ile-de-France
Patrick Peugeot, président de la Cimade
Christian Picquet, Gauche Unitaire
Philippe Pineau, membre du Bureau national de la Ligue des droits de l'Homme (LDH)
Jean-Baptiste Prévost, président de l'Union Nationale des Etudiants de France (UNEF)
Jacques Ribs, président de France Terre d'Asile
Simone Rivolier, co-présidente de la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (*FASTI*)
André Rosevègue, co-président de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP)
Michel Rousseau, coordinateur des Marches européennes
Malik Salemkour, vice-président de la Ligue des droits de l'Homme (LDH)
Pierre Salignon, directeur général à l'action humanitaire de Médecins du Monde
Michel Savy, membre du Bureau national de la Ligue des droits de l'Homme (LDH)
Odile Schwertz-Favrat, co-présidente de la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (*FASTI*)

Ben Slama, président de l'Association des Tunisiens en France (ATF)
Dominique Sopo, président de SOS Racisme
Catherine Sultan, présidente de l'Association française des magistrats de la jeunesse
et de la famille (AFMJF)
Clarisse Taron, présidente du Syndicat de la Magistrature (SM)
Pierre Tartakowsky, vice-président de la Ligue des droits de l'Homme (LDH)
Stéphane Tassel, secrétaire général du SNESUP
Aurélie Trouvé, co-présidente d'Attac
Michel Tubiana, président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme (LDH)
Jean-Jacques Urvoas, secrétaire national sécurité du Parti Socialiste
Marie-Christine Vergiat, députée européenne
Pierre Villard, co-président du Mouvement de la Paix
Roland Weyl, président de Droit Solidarité

Signez l'appel citoyen en ligne à l'adresse suivante :
<http://nonalapolitiquedupilori.org/>